

Demande de Permis de construire comprenant ou non des démolitions

Ce document est émis par le ministère en charge de l'urbanisme.

Pour les demandes de permis de construire de maisons individuelles et de leurs annexes, vous pouvez utiliser le formulaire spécifique cerfa n° 13406

- ① Depuis le 1^{er} janvier 2022, vous pouvez déposer votre demande par voie dématérialisée selon les modalités définies par la commune compétente pour la recevoir.
 - ① Depuis le 1^{er} septembre 2022, de nouvelles modalités de gestion des taxes d'urbanisme sont applicables. Sauf cas particuliers, pour toute demande d'autorisation d'urbanisme déposée à compter de cette date, une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Gérer mes biens immobiliers ».
- Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur avec un lecteur pdf.**

Vous devez utiliser ce formulaire si :

- vous réalisez une nouvelle construction.
- vous effectuez des travaux sur une construction existante.
- votre projet comprend des démolitions.
- votre projet nécessite une autorisation d'exploitation commerciale.

Pour savoir précisément à quelle(s) formalité(s) est soumis votre projet, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet ou vous rendre sur le service en ligne Assistance aux demandes d'autorisations d'urbanisme (AD'AU) disponible sur www.service-public.fr

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

P C _____
Dpt Commune Année N° de dossier
La présente déclaration a été reçue à la mairie
le ____/____/____

Cachet de la mairie et signature du receveur

Dossier transmis :

- ☐ à l'Architecte des Bâtiments de France
- ☐ au Directeur du Parc National
- ☐ au Secrétariat de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial
- ☐ au Secrétariat de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial

1 Identité du demandeur^[1]

① Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation et le redevable des taxes d'urbanisme. Dans le cas de demandeurs multiples, chacun des demandeurs, à partir deuxième, doit remplir la fiche complémentaire « Autres demandeurs ». Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres demandeurs, qui seront co-titulaires de l'autorisation et solidairement responsables du paiement des taxes.

1.1 Vous êtes un particulier

Nom

Prénom

Date et lieu de naissance : Date : / /

Commune :

Département :

Pays :

1.2 Vous êtes une personne morale

Dénomination

Office National des Forêts

Raison sociale

OFFICE NATIONAL DES FORETS

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

EPIC

Représentant de la personne morale :

Nom

Foucaud

Prénom

Jérôme

2 Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro :

Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal :

BP :

Cedex :

Téléphone :

Indicatif pour le pays étranger :

Adresse électronique :

jerome.foucaud

@ onf.fr

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays :

Division territoriale :

☐ J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception. Elles feront l'objet d'un traitement de données dans le cadre de cette demande.

[1] Vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans un des quatre cas suivants : vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ; vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ; vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ; vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

3 Le terrain

3.1 Localisation du (ou des) terrain(s)

i Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet. Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire^[2].

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : 750 Voie : la pépinière

Lieu-dit :

Localité : Peyrat-le-Château

Code postal : 8 7 4 7 0

Références cadastrales^[3] :

i Si votre projet porte sur plus de 3 parcelles cadastrales, veuillez renseigner une ou plusieurs annexes Références cadastrales complémentaires

Préfixe : 0 0 0 Section : H Numéro : 5 0 2 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Superficie totale du terrain (en m²)^[4] : 163200

3.2 Situation juridique du terrain

i Ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables.

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ? ☒ Oui ☐ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un lotissement ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbain) ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un périmètre ayant fait l'objet d'une convention de Projet Urbain Partenarial (P.U.P) ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

Le projet est-il situé dans le périmètre d'une Opération d'Intérêt National (O.I.N) ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'autorisation, les numéros et les dénominations :

[2] Si votre projet d'aménagement est situé dans le périmètre d'une opération de revitalisation du territoire et prévu par un contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA), la contiguïté des parcelles n'est pas requise dans le cadre d'une demande de permis d'aménager.

[3] En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie.

[4] La superficie totale est l'addition de la superficie de chaque parcelle désignée dans le présent document et les annexes Références cadastrales complémentaires.

4 À remplir pour une demande comprenant un projet de construction

4.1 Architecte

Vous avez eu recours à un architecte^[5] : Oui ☒ Non ☐

Si oui, vous devez compléter les informations ci-dessous :

Pour un architecte personne physique :

Nom de l'architecte :

Prénom :

Pour un architecte personne morale :

Dénomination

MATIERE A

Raison sociale

SASU MATIERE A

N° SIRET

8 4 4 7 5 2 3 9 4 0 0 0 2 4

Type de société (SA, SCI...)

SASU

Représentant de la personne morale :

Nom

Prénom

Bavière

Alexandra

Numéro : 17

Voie : rue Joinville

Lieu-dit :

Localité : Limoges

Code postal : 8 7 1 0 0

BP :

Cedex :

N° de récépissé de déclaration à l'ordre des architectes^[6] :

Conseil régional de l'ordre : Nouvelle Aquitaine

Téléphone : 0 6 8 4 5 1 8 8 6 4

ou Télécopie :

ou

Adresse électronique :

ab

@matierea.earth

Si vous n'avez pas eu recours à un architecte, veuillez cocher la case ci-dessous^[7] :

☐ Je déclare sur l'honneur que mon projet entre dans l'une des situations pour lesquelles le recours à l'architecte n'est pas obligatoire.

4.2 Nature du projet envisagé

☒ Nouvelle construction

☐ Travaux sur construction existante

☐ Le terrain doit être divisé en propriété ou en jouissance avant l'achèvement de la (ou des) construction(s)

[5] Lorsque le recours à l'architecte est obligatoire pour établir le projet architectural faisant l'objet de la demande, celui-ci doit comporter la signature de tous les architectes qui ont contribué à son élaboration (loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture).

[6] Le numéro de récépissé est transmis par l'architecte auteur du projet architectural lorsque celui-ci est soumis à la formalité de déclaration à l'ordre des architectes.

[7] Vous pouvez vous dispenser du recours à un architecte si vous êtes un particulier ou une exploitation agricole à responsabilité limitée à associé unique et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

– Une construction à usage autre qu'agricole qui n'excède pas 150 m² de surface de plancher ;

– Une extension de construction à usage autre qu'agricole si cette extension n'a pas pour effet de porter l'ensemble après travaux au-delà de 150 m² de surface de plancher ;

– Une construction à usage agricole dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 800 m² ;

– Des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Le projet vise à agrandir la pépinière de l'ONF en agrandissant ses serres.

Il consiste à démonter deux serres existantes, à terrasser une butte enherbée pour agrandir la surface d'implantation, et construire une serre de 5 chapelles accolées de 9.60m de large, dont 4 serres longues de 33m et une serre longue de 21m.

Les serres sont en structure métallique, le sol sera pour 66% réalisé en béton et pour 34 % en gravillons. Les cloisons et parois est et ouest seront réalisées en film plastiques simples, les parois nord et sud seront réalisées en polycarbonate ondulé. La serre la plus courte aura ses parois verticales en polycarbonate alvéolaire. Les toitures seront réalisées en double-parois gonflable en plastique.

L'implantation est compacte, en lien direct avec les installations existantes, au nord du bâtiment technique dans lequel sera implanté l'atelier de greffage nécessitant la création d'une porte en façade nord.

Votre projet porte sur une installation agrivoltaïque ☐ Oui ☒ Non

Si votre projet nécessite une puissance électrique supérieure à 12 kVA monophasé (ou 36 kVA triphasé),

indiquez la puissance électrique nécessaire à votre projet : _____

Si votre projet est un ouvrage de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installé sur le sol ou d'ombrières photovoltaïque, indiquez sa puissance crête _____ kW et la destination principale de l'énergie produite : _____

4.3 Informations complémentaires

• Nombre total de logements créés : dont individuels : dont collectifs :

• Répartition du nombre total de logements créés par type de financement :

Logement Locatif Social Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) Prêt à taux zéro

Autres financements :

• Mode d'utilisation principale des logements :

☐ Occupation personnelle (particulier) ou en compte propre (personne morale) ☐ Vente ☐ Location

S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser :

☐ Résidence principale ☐ Résidence secondaire

Si le projet porte sur une annexe à l'habitation, veuillez préciser :

☐ Piscine ☐ Garage ☐ Véranda ☐ Abri de jardin

☐ Autres annexes à l'habitation : _____

Répartition du nombre de logements créés par type de résidence :

Résidence pour personnes âgées Résidence pour étudiants Résidence de tourisme
Résidence hôtelière à vocation sociale Résidence sociale

Résidence pour personnes handicapées

☐ Autres

• Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type :

• Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces : 1 pièce 2 pièces
3 pièces 4 pièces 5 pièces 6 pièces et plus

• Le nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé : au-dessus du sol et au-dessous du sol

• Indiquez si vos travaux comprennent notamment :

☐ Extension ☐ Surélévation ☐ Création de niveaux supplémentaires

- Information sur la destination des constructions futures en cas de réalisation au bénéfice d'un service public ou d'intérêt collectif :

☐ Transport

☐ Enseignement et recherche

☐ Action sociale

☐ Ouvrage spécial

☐ Santé

☐ Culture et loisir

4.4 Construction périodiquement démontée et ré-installée

Période(s) de l'année durant laquelle (lesquelles) la construction doit être démontée :

4.5 Emprise au sol^[8]

Emprise au sol avant travaux (en m²) : 1999

Emprise au sol créée (en m²) : 1468

Emprise au sol supprimée (en m²) : 582

[8] L'emprise au sol est la projection verticale du volume de la construction, tout débords et surplomb inclus (Art. R420-1 du code de l'urbanisme).

4.5 Destination, sous-destination des constructions et tableau des surfaces

Surface de plancher^[9] en m² (article R.111-22 du code de l'urbanisme)

Destinations (article R.151-27 du code de l'urbanisme)	Sous-destinations (article R.151-28 du code de l'urbanisme)	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ^[10] (B)	Surface créée par changement de destination ^[11] ou de sous-destination ^[12] (C)	Surface supprimée ^[13] (D)	Surface supprimée par changement de destination ^[11] ou de sous-destination ^[12] (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) – (D) – (E)
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	1999	1468	0	582	0	2886
	Exploitation forestière	0	0	0	0	0	0
Habitation	Logement	0	0	0	0	0	0
	Hébergement	0	0	0	0	0	0
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail	0	0	0	0	0	0
	Restauration	0	0	0	0	0	0
	Commerce de gros	0	0	0	0	0	0
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle	0	0	0	0	0	0
	Cinéma	0	0	0	0	0	0
	Hôtels	0	0	0	0	0	0
	Autres hébergements touristiques	0	0	0	0	0	0
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	0	0	0	0	0	0
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	0	0	0	0	0	0
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	0	0	0	0	0	0
	Salles d'art et de spectacles	0	0	0	0	0	0
	Équipements sportifs	0	0	0	0	0	0
	Lieux de culte	0	0	0	0	0	0
	Autres équipements recevant du public	0	0	0	0	0	0
Autres activités des secteurs primaires, secondaire ou tertiaire	Industrie	0	0	0	0	0	0
	Entrepôt	0	0	0	0	0	0
	Bureau	0	0	0	0	0	0
	Centre de congrès et d'exposition	0	0	0	0	0	0
	Cuisine dédiée à la vente en ligne	0	0	0	0	0	0
Surfaces totales (en m²)		1999	1468	0	582	0	2886

[9] Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces disponible sur www.service.public.fr.

[10] Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

[11] Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des cinq destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de commerces et activités de service en habitation.

[12] Le changement de sous-destination consiste à transformer une surface existante de l'une des vingt sous-destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces sous-destinations. Par exemple : la transformation de surfaces d'entrepôt en bureau ou en salle d'art et de spectacles.

[13] Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

4.7 Stationnement

Nombre de places de stationnement

Avant réalisation du projet : 20 Après réalisation du projet : 20

Places de stationnement affectées au projet, aménagées ou réservées en dehors du terrain sur lequel est situé le projet

Adresse 1 des aires de stationnement :

Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____

Localité : _____

[illegible]

Adresse 2 des aires de stationnement :

Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____

Localité : _____

Code postal : [] [] [] [] []

Nombre de places : _____

Surface totale affectée au stationnement : 250 m², dont surface bâtie : 0 m²

Pour les commerces et cinémas :

Emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées au stationnement (m²) : 250

5 À remplir lorsque le projet nécessite des démolitions

i Tous les travaux de démolition ne sont pas soumis à permis. Il vous appartient de vous renseigner auprès de la mairie afin de savoir si votre projet de démolition nécessite une autorisation. Vous pouvez également demander un permis de démolir distinct de la présente demande.

Date(s) approximative(s) à laquelle le ou les bâtiments dont la démolition est envisagée ont été construits :

1990

- ☐
- Démolition totale
- ☒
- Démolition partielle

En cas de démolition partielle, veuillez décrire les travaux qui seront, le cas échéant, effectués sur les constructions restantes :

Dépose partielle des serres existantes. Pas de travaux prévus sur les serres conservées.

Nombre de logements démolis : 0

6 Participation pour voirie et réseaux

i Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour voirie et réseaux (PVR), indiquez les coordonnées du propriétaire ou celles du bénéficiaire de la promesse de vente, s'il est différent du demandeur.

6.1 Pour un particulier

Nom

Prénom

6.2 Pour une personne morale

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale :

Nom

Prénom

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Adresse électronique :

@

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

7 Informations pour l'application d'une législation connexe

Indiquez si votre projet :

- porte sur une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité (IOTA) soumis à déclaration Loi sur l'eau en application des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement Oui ☐ Non ☒
- porte sur des travaux soumis à autorisation environnementale en application du L.181-1 du code de l'environnement Oui ☐ Non ☒
- fait l'objet d'une dérogation au titre du L.411-2 4° du code de l'environnement (dérogation espèces protégées) Oui ☐ Non ☒
- porte sur une installation classée soumise à enregistrement en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement Oui ☐ Non ☒

- relève de l'article L.632-2-1 du code du patrimoine (avis simple de l'architecte des Bâtiments de France pour les antennes-relais et les opérations liées au traitement de l'habitat indigne) Oui ☐ Non ☒
 - a déjà fait l'objet d'une demande d'autorisation ou d'une déclaration au titre d'une autre législation que celle du code de l'urbanisme Oui ☐ Non ☒
- Précisez laquelle :

- est soumis à une obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid prévue à l'article L.712-3 du code de l'énergie Oui ☐ Non ☒
- relève du II de l'article L. 171-4 du code de la construction et de l'habitation Oui ☐ Non ☒

① Si votre projet conduit à porter atteinte à une allée d'arbres ou un alignement d'arbres bordant une voie ouverte à la circulation publique au sens de l'article L. 350-3 du code de l'environnement, une autorisation doit être obtenue ou une déclaration réalisée en application de cet article.

Indiquez si votre projet se situe dans les périmètres de protection suivants :

① Informations complémentaires

☐ se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable

☐ se situe dans les abords d'un monument historique

☐ porte sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques

☐ si votre projet se situe dans un site classé ou en instance de classement au titre du code de l'environnement

8 Engagement du (ou des) demandeurs

J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation.

Je certifie exacts les renseignements fournis.

Le demandeur, et le cas échéant l'architecte, ont connaissance des règles générales de construction prévues par le code de la construction et de l'habitation.

Je suis informé(e) qu'une déclaration devra impérativement être effectuée auprès des services fiscaux dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux (au sens de l'article 1406 du code général des impôts) pour les demandes d'autorisation d'urbanisme déposées à compter du 1^{er} septembre 2022 en vue du calcul des impôts fonciers et des taxes d'urbanisme, à partir de mon parcours déclaratif sur le service en ligne « Gérer mes biens immobiliers » accessible depuis l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr.

La déclaration doit être validée pour être prise en compte.

L'absence de déclaration dans les délais prescrits, les inexactitudes ou omissions constatées dans la déclaration sont sanctionnées par l'application de l'amende fiscale prévue à l'article 1729 C du code général des impôts.

A Boigny sur Bionne

Fait le 28/05/2025

Le Responsable
du Pôle Gestion de Parcs

Jérôme FOUCAUD

Signature du (des) demandeur(s)

Direction de l'Office National des Forêts Centre Ouest
Parc Technologique Orléans Charbonnière
100, Boulevard de la Salle - B.P. 18
45760 BOIGNY-SUR-BIONNE
Tél : 02 38 65 47 00 - Fax : 02 38 81 76 21

▲ Dans le cadre d'une saisine par voie papier

Votre demande doit être établie en quatre exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu du projet. Vous devrez produire :

– un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou se voit appliquer une autre protection au titre des monuments historiques ;

– un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;

– un exemplaire supplémentaire, si votre projet fait l'objet d'une demande de dérogation auprès de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture ;

– deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national ;

– deux exemplaires supplémentaires dont un sur support dématérialisé, si votre projet est soumis à autorisation d'exploitation commerciale.

Traitements des données à caractère personnel

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données et à la loi

n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification.


1 Traitement des données à des fins d'instruction de la demande d'autorisation

Vos données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Pour toute information, question ou exercice

de vos droits portant sur la collecte et le traitement de vos données à des fins d'instruction, veuillez prendre contact avec la mairie du lieu de dépôt de votre dossier.

2 Traitements à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques

Vos données à caractère personnel sont traitées automatiquement par le Service des données et études statistiques (SDES), service statistique ministériel de l'énergie, du logement, du transport et de l'environnement rattaché au Ministère chargé de l'urbanisme, à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques sur le fondement des articles R. 423-75 à R. 423-79 du code de l'urbanisme.

Pour toute information complémentaire, vous devez vous reporter à l'arrêté du 16 mars 2021 relatif au traitement automatisé des données d'urbanisme énumérées à l'article R. 423-76 du code de l'urbanisme dénommé « SITADEL » au ministère chargé de l'urbanisme, présent sur le site Légifrance à l'adresse suivante* .

Concernant SITADEL, vous pouvez exercer vos droits d'accès et de rectification auprès du délégué à la protection des données (DPD) du ministère en charge de l'urbanisme :

• à l'adresse suivante :

rgpd.bacs.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr ou dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr

Attention, si votre question concerne le traitement de vos données à des fins d'instruction, veuillez vous reporter au 1).

Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez faire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), à partir de son formulaire de contact <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>.

* <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043279929>

Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande de permis de construire

- ① Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe.

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre demande, vous pouvez vous référer à la liste détaillée qui vous a été fournie avec le formulaire de demande et vous renseigner auprès de la mairie ou du service départemental de l'État chargé de l'urbanisme.

Cette liste est exhaustive et aucune autre pièce ne peut vous être demandée.

Dans le cadre d'une saisine par voie papier, vous devez fournir quatre dossiers complets constitués chacun d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre permis, parmi celles énumérées ci-dessous [Art. R.423-2 b) du code de l'urbanisme]. Des exemplaires supplémentaires du dossier complet sont parfois prévus par le code de l'urbanisme.

1 Pièces obligatoires pour tous les dossiers

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input checked="" type="checkbox"/> PC1. Un plan de situation du terrain [Art. R. 431-7 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PC2. Un plan de masse des constructions à édifier ou à modifier [Art. R. 431-9 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PC3. Un plan en coupe du terrain et de la construction [Article R. 431-10 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PC4. Une notice décrivant le terrain et présentant le projet [Art. R. 431-8 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC5. Un plan des façades et des toitures [Art. R. 431-10 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC6. Un document graphique permettant d'apprécier l'insertion du projet de construction dans son environnement [Art. R. 431-10 c) du code de l'urbanisme] ^[14]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC7. Une photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ^[14]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC8. Une photographie permettant de situer le terrain dans le paysage lointain [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ^[21]	1 exemplaire par dossier

[14] Cette pièce n'est pas exigée si votre projet se situe dans un périmètre ayant fait l'objet d'un permis d'aménager.

2 Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou à l'intérieur d'un immeuble inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> PC9. Un document graphique faisant apparaître l'état initial et l'état futur de chacune des parties du bâtiment faisant l'objet des travaux. [Art. R. 431-11 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe sur le domaine public ou en surplomb du domaine public :	
<input type="checkbox"/> PC10. L'accord du gestionnaire du domaine pour engager la procédure d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public [Art. R. 431-13 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques, sur un immeuble situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou abords des monuments historiques ou dans un cœur de parc national :	
<input type="checkbox"/> PC10-1. Une notice complémentaire indiquant les matériaux utilisés et les modalités d'exécution des travaux [Art. R. 431-14 et R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un cœur de parc national :	
<input type="checkbox"/> PC10 -2. Le dossier prévu au II de l'article R. 331-19 du code de l'environnement [Art. R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact :	
<input type="checkbox"/> PC11. L'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC11-1. L'étude d'impact actualisée ainsi que les avis de l'autorité environnementale, des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet [Art. R. 431-16 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet doit faire l'objet d'une évaluation de ses incidences sur un site Natura 2000 en application de l'article L. 414-4 du code de l'environnement :	
<input type="checkbox"/> PC11-2. Le dossier d'évaluation des incidences prévu à l'Art. R. 414-23 du code de l'environnement ou l'étude d'impact en tenant lieu [Art. R. 431-16 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif:	
<input type="checkbox"/> PC11-3. L'attestation de conformité du projet d'installation [Art. R. 431-16 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est tenu de respecter les règles parasismiques :	
<input type="checkbox"/> PC12. L'attestation relative au respect des règles de construction parasismique au stade de la conception [Art. R. 431-16 e) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une zone où un plan de prévention des risques impose la réalisation d'une étude :	
<input type="checkbox"/> PC13. L'attestation de l'architecte ou de l'expert certifiant que l'étude a été réalisée et que le projet la prend en compte [Art. R. 431-16 f) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite un agrément :	
<input type="checkbox"/> PC14. La copie de l'agrément [Art. R. 431-16 g) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe en commune littorale dans un espace remarquable ou dans un milieu à préserver :	
<input type="checkbox"/> PC15. Une notice précisant l'activité économique qui doit être exercée dans le bâtiment [Art. R. 431-16 h) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet nécessite une étude de sécurité publique :	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC16. L'étude de sécurité [Art. R. 431-16 i) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est tenu de respecter la réglementation thermique ou la réglementation environnementale :	
<input type="checkbox"/> PC 16-1. L'attestation de respect de la réglementation thermique, lorsqu'elle est exigée en application de l'article R.122-22 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-16 j) du code de l'urbanisme] OU <input type="checkbox"/> PC 16-1-1. L'attestation de respect des exigences de performance énergétique et environnementale, lorsqu'elle est exigée en application de l'article R.122-24-1 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.431-16 j) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est situé à proximité d'une canalisation de transport dans une zone de dangers :	
<input type="checkbox"/> PC 16-2. L'analyse de compatibilité du projet avec la canalisation du point de vue de la sécurité des personnes, prévue à l'art. R. 555-31 du code de l'environnement [Art. R. 431-16 k) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la construction d'un bâtiment comportant un lieu sécurisé auquel ont accès les véhicules de transport de fonds en vue de leur chargement ou déchargement :	
<input type="checkbox"/> PC 16-3. Le récépissé de transmission du dossier à la commission départementale de la sécurité des transports de fonds [Art. R. 431-16 l) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet fait l'objet d'une concertation au titre de l'article L.300-2 du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC16-4. Le bilan de la concertation et le document conclusif [Art. R. 431-16 m) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe sur un terrain ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée pour permettre l'usage défini dans les conditions prévues aux articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement, et lorsqu'un usage différent est envisagé:	
<input type="checkbox"/> PC 16-5. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prises en compte dans la conception du projet. [Art. R. 431-16 n) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un secteur d'information sur les sols, et si la construction projetée n'est pas dans le périmètre d'un lotissement autorisé ayant déjà fait l'objet d'une demande comportant une attestation garantissant la réalisation d'une étude des sols :	
<input type="checkbox"/> PC 16-6. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prises en compte dans la conception du projet. [Art. R.431-16 o) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des constructions situées dans un emplacement réservé à la réalisation d'un programme de logements par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu [Art. L. 151-41 4° du code de l'urbanisme] ou dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logement, une partie de ce programme doit être affectée à des catégories de logements locatifs sociaux [Art. L. 151-15 du code de l'urbanisme] :	
<input type="checkbox"/> PC17. Un tableau indiquant la surface de plancher des logements créés correspondant aux catégories de logements dont la construction sur le terrain est imposée par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu [Art. R. 431-16-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des constructions situées dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu dans lequel les programmes de logements doivent comporter une proportion de logements d'une taille minimale [Art. L. 151-14 du code de l'urbanisme] :	
<input type="checkbox"/> PC17-1. Un tableau indiquant la proportion de logements de la taille minimale imposée par le plan local d'urbanisme ou par le document en tenant lieu [Art. R. 431-16-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet porte sur la construction d'un immeuble collectif de plus de douze logements ou de plus de 800 m² de surface de plancher, située dans une commune faisant l'objet d'un arrêté de carence en logements sociaux, et en l'absence de dérogation préfectorale :	
<input type="checkbox"/> PC 17-2 Un tableau indiquant le nombre de logements familiaux et la part de ces logements familiaux correspondant à des logements locatifs sociaux définis à l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation hors logements financés avec un prêt locatif social [Art. R. 431-16-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez une dérogation aux règles de gabarit en cas de PLU en justifiant que vous faites preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale :	
<input type="checkbox"/> PC22. Un document prévu aux articles R. 171-1 à R. 171-5 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité énergétique ou d'exemplarité environnementale ou est à énergie positive selon les critères définis par ces dispositions [Art. R. 431-18 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC23. Un document par lequel le demandeur s'engage à installer des dispositifs conformes aux dispositions de l'arrêté prévu au 2° de l'article R. 111-23 [Art. R. 431-18-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite un défrichement :	
<input checked="" type="checkbox"/> PC24. La copie de la lettre du préfet qui vous fait savoir que votre demande d'autorisation de défrichement est complète, si le défrichement est ou non soumis à reconnaissance de la situation et de l'état des terrains et si la demande doit ou non faire l'objet d'une enquête publique [Art. R. 431-19 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur une installation classée pour la protection de l'environnement :	
<input type="checkbox"/> PC25. Une justification du dépôt de la déclaration au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement [Art. R. 431-20 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC25-1. Le récépissé de la demande d'enregistrement lorsqu'il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement pour laquelle une demande d'enregistrement a été déposée en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite un permis de démolir :	
<input type="checkbox"/> PC26. La justification du dépôt de la demande de permis de démolir [Art. R. 431-21 a) du code de l'urbanisme] OU si la demande de permis de construire vaut demande de permis de démolir : <input type="checkbox"/> PC27. Les pièces à joindre à une demande de permis de démolir, selon l'annexe page 22 [Art. R. 431-21 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un lotissement :	
<input type="checkbox"/> PC28. Le certificat indiquant la surface constructible attribuée à votre lot [Art. R. 442-11 1 ^{er} al.) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC29. Le certificat attestant l'achèvement des équipements desservant le lot [Art. R. 431-22-1 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC29-1. L'attestation de l'accord du lotisseur, en cas de subdivision de lot [Art. R. 431-22-1 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une zone d'aménagement concertée (ZAC) :	
<input type="checkbox"/> PC30. La copie des dispositions du cahier des charges de cession de terrain approuvé et publié dans les conditions de l'article D.311-11-1 qui indiquent le nombre de m ² constructibles sur la parcelle et, si elles existent, des dispositions du cahier des charges, qui fixent les prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales imposées pour la durée de réalisation de la zone [Art. R. 431-23 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC31. La convention entre la commune ou l'établissement public et vous qui fixe votre participation au coût des équipements de la zone [Art. R. 431-23 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national (OIN) :	
<input type="checkbox"/> PC 31-1. L'attestation de l'aménageur certifiant qu'il a réalisé ou prendra en charge l'intégralité des travaux mentionnés à l'article R. 331-5 du code de l'urbanisme [Art. R. 431-23-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial (PUP) :	
<input type="checkbox"/> PC 31-2. L'extrait de la convention précisant le lieu du projet urbain partenarial et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement [Art. R. 431-23-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division avant l'achèvement de l'ensemble du projet :	
<input type="checkbox"/> PC32. Le plan de division du terrain [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC33. Le projet de constitution d'une association syndicale des futurs propriétaires [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si le projet est soumis à la redevance bureaux :	
<input type="checkbox"/> PC 33-1. Le formulaire de déclaration de la redevance bureaux [Art. R. 431-25-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si le terrain ne peut comporter les emplacements de stationnement imposés par le document d'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC34. Le plan de situation du terrain sur lequel sont réalisées les aires de stationnement et le plan des constructions et aménagements correspondants [Art. R. 431-26 a) du code de l'urbanisme] OU <input type="checkbox"/> PC35. La promesse synallagmatique de concession ou d'acquisition [Art. R. 431-26 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur un équipement commercial dont la surface de vente est comprise entre 300 et 1 000 m² dans une commune de moins de 20 000 habitants :	
<input type="checkbox"/> PC36. Une notice précisant la nature du commerce projeté et la surface de vente [Art. R. 431-27-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à une autorisation de création de salle de spectacle cinématographique :	
<input type="checkbox"/> PC37. La copie de la lettre du préfet attestant que le dossier de demande est complet. [Art. R. 431-28 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur un immeuble de grande hauteur (IGH) :	
<input type="checkbox"/> PC38. Le récépissé de dépôt en préfecture de la demande d'autorisation prévue à l'article R. 146-14 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-29 du code de l'urbanisme]	3 exemplaires
Si votre projet porte sur un établissement recevant du public (ERP) :	
<input type="checkbox"/> PC39. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées prévu à l'article R. 122-11 a) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 a) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique
<input type="checkbox"/> PC40. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles de sécurité prévu par l'article R. 122-11 b) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 b) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique
Si vous demandez une dérogation à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu pour réaliser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant :	
<input type="checkbox"/> PC40-1. Une note précisant la nature des travaux pour lesquels une dérogation est sollicitée et justifiant que ces travaux sont nécessaires pour permettre l'accessibilité du logement à des personnes handicapées [Art. R. 431-31 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si vous demandez une dérogation aux règles constructives mentionnées à l'article L. 112-13 du code de la construction et de l'habitation, pour la création ou l'agrandissement de logements par surélévation d'un immeuble achevé depuis plus de 2 ans :	
<input type="checkbox"/> PC 40-2. Une demande de dérogation comprenant les précisions et les justifications définies à l'article R. 112-9 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-31-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez une ou plusieurs dérogations aux règles constructives au titre de l'article L. 151-29-1, L. 152-5, L.152-5-1 et L. 152-6 du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC40-3. Une note précisant la nature de la ou des dérogations demandées justifiant du respect des objectifs et des conditions fixées aux articles L. 151-29-1, L. 152-5, L.152-5-1 et L. 152-6 du code de l'urbanisme pour chacune des dérogations demandées. [Art. R. 431-31-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez une dérogation aux règles de hauteur du plan local d'urbanisme prévue à l'article L.152-5-2 du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC40-4. Une demande de dérogation comprenant le document prévu à l'article R.171-3 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité environnementale [Art. R.431-31-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est subordonné à une servitude dite « de cours communes » :	
<input type="checkbox"/> PC41. Une copie du contrat ou de la décision judiciaire relatif à l'institution de ces servitudes [Art. R. 431-32 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est subordonné à un transfert des possibilités de construction :	
<input type="checkbox"/> PC42. Une copie du contrat ayant procédé au transfert de possibilité de construction résultant du COS [Art. R. 431-33 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à une autorisation d'exploitation commerciale :	
<input type="checkbox"/> PC43. Le dossier d'autorisation d'exploitation commerciale [Art. R. 431-33-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une zone réglementée s'agissant de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant :	
<input type="checkbox"/> PC44. Le dossier de demande d'autorisation de travaux [Art. L.126-20 et L.183-14 du code de la construction et de l'habitation et arrêté du 8 décembre 2016 relatif aux modalités de constitution du dossier de demande d'autorisation de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant]	3 exemplaires du dossier spécifique + 1 exemplaire supplémentaire si l'avis ou l'accord est requis de l'autorité compétente dans le domaine de l'architecture et du patrimoine ou de l'architecte des Bâtiments de France
Si votre projet est soumis, au titre du code du tourisme, à une autorisation de location d'un local à usage commercial en tant que meublé de tourisme tenant lieu d'autorisation d'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC 45. Un document contenant la mention et les éléments prévus au 1) de l'article R. 324-1-7 du code du tourisme.	1 exemplaire par dossier
Si vous bénéficiez, lorsque votre projet est soumis à une obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid, d'une dérogation :	
<input type="checkbox"/> PC 46. La décision prise sur la demande de dérogation à l'obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid prévue à l'article L.712-3 du code de l'énergie [Art. R.431-16 q) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis aux dispositions de l'article 101 de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 Climat et Résilience :	
<input type="checkbox"/> PC 47. L'attestation prévue à l'article R. 171-35 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.431-16 r) du code de l'urbanisme] OU <input type="checkbox"/> PC 48. L'attestation mentionnée à l'article R. 111-25-19 du code de l'urbanisme [Art. R.431-16 r) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur une installation, une construction ou un ouvrage mentionné à l'article L. 111-29 du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC 49. Un document permettant de justifier le respect des critères prévus à l'article R. 111-20-1 du code de l'urbanisme [Art. R. 431-27 l du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet porte sur une installation, une construction ou un ouvrage mentionné à l'article L. 111-28 du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC 50. Un document permettant de justifier que l'installation des serres, des hangars et des ombrières à usage agricole est nécessaire à l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière [Art. R. 431-27 II du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur une installation, un ouvrage ou une construction agrivoltaïque :	
<input type="checkbox"/> PC 51. Un dossier présentant les justifications détaillées du respect des conditions prévues à l'article L.314-36 du code de l'énergie [Art. R. 431-27 III du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

ANNEXE

Bordereau de dépôt des pièces jointes lorsque le projet comporte des démolitions

- ① Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe.

1 Pièces obligatoires pour tous les dossiers

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input checked="" type="checkbox"/> A1. Un plan de masse des constructions à démolir ou s'il y a lieu à conserver [Art. R. 451-2 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> A2. Une photographie du ou des bâtiments à démolir [Art. R. 451-2 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

2 Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si votre projet porte sur la démolition d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A3. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A4. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la démolition partielle d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A7. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte aux parties conservées du bâtiment [Art. R. 451-3 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet de démolition est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A8. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte au patrimoine protégé [Art. R. 451-4 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Notice d'information pour les demandes de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclaration préalable

Articles L.421-1 et suivants ; R.421-1 et suivants du code de l'urbanisme

1 Quel formulaire devez-vous utiliser pour être autorisé à réaliser votre projet ?

Il existe trois permis :

- le **permis de construire** ;
- le **permis d'aménager** ;
- le **permis de démolir**.

Selon la nature, l'importance et la localisation des travaux ou aménagements, votre projet pourra soit :

- être précédé du dépôt d'une autorisation (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir) ;
- être précédé du dépôt d'une déclaration préalable ;
- n'être soumis à aucune formalité au titre du Code de l'urbanisme avec l'obligation cependant pour ces projets de respecter les règles d'urbanisme.

La nature de votre projet déterminera le formulaire à remplir : les renseignements à fournir et les pièces à joindre à votre demande sont différents en fonction des caractéristiques de votre projet.

Le permis d'aménager et le permis de construire font l'objet d'un formulaire commun. Les renseignements à fournir et les pièces à joindre à la demande sont différents en fonction de la nature du projet.

Si votre projet comprend à la fois des aménagements, des constructions et des démolitions, vous pouvez choisir de demander un seul permis et utiliser un seul formulaire.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>).

→ Le **formulaire de demande de permis d'aménager et de construire** peut être utilisé pour tous types de travaux ou d'aménagements.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir et/ou des constructions, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

⚠ Les pièces à joindre seront différentes en fonction de la nature du projet.

→ Le **formulaire de demande de permis**

de construire pour une maison individuelle doit être utilisé pour les projets de construction d'une seule maison individuelle d'habitation et de ses annexes (garages...) ou pour tous travaux sur une maison individuelle existante.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

→ Le **formulaire de permis de démolir** (cerfa n° 13405) doit être utilisé pour les projets de démolition totale ou partielle d'une construction protégée ou située dans un secteur protégé ou lorsque le conseil municipal du lieu où se situe le projet a institué cette obligation. Lorsque ces démolitions dépendent d'un projet de construction ou d'aménagement, le formulaire de demande de permis d'aménager et de construire permettent également de demander l'autorisation de démolir.

→ Le **formulaire de déclaration préalable portant sur des constructions et travaux non soumis à permis de construire** doit être utilisé pour déclarer des constructions ou des travaux non soumis à permis de construire.

Lorsque votre projet concerne des aménagements et travaux non soumis à permis d'aménager, vous devez utiliser le formulaire de déclaration préalable pour les aménagements et travaux non soumis à permis d'aménager.

2 Informations utiles

→ **Qui peut déposer une demande ?**

• En application de l'article R. 423-1 du code de l'urbanisme, vous pouvez déposer une demande si vous déclarez que vous êtes dans l'une des quatre situations suivantes :

– vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire

du ou des propriétaires ;

- vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
 - vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
 - vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.
- Si vous êtes titulaire d'une autorisation d'urbanisme, vous serez redevable, le cas échéant, de la taxe d'aménagement.

→ Recours à l'architecte

En principe vous devez faire appel à un architecte pour établir votre projet de construction. Cependant, vous n'êtes pas obligé de recourir à un architecte si vous êtes un particulier, une exploitation agricole ou une coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA) et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- une construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher n'excède pas 150 m² ;
- une extension de construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher cumulée à la surface de plancher existante, n'excède pas 150 m² ;
- une construction à usage agricole ou une construction nécessaire au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les CUMA dont ni la surface de plancher, ni l'emprise au sol ne dépasse pas 800 m² ;
- des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2 000 m².

Lorsque le recours à l'architecte est obligatoire pour établir le projet architectural faisant l'objet de la demande, celui-ci doit comporter la signature de tous les architectes qui ont contribué à son élaboration (loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture). Un demandeur d'un permis d'aménager portant sur un lotissement doit faire appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour établir le projet architectural, paysager et environnemental (PAPE).

Au-dessus d'un seuil de surface de terrain à aménager de 2 500 m², un architecte, au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture ou un paysagiste-concepteur au sens de l'article 174 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages devra obligatoirement participer à l'élaboration du PAPE.

3 Modalités pratiques

→ Comment constituer le dossier de demande ?

Pour que votre dossier soit complet, le formulaire doit être soigneusement rempli. Le dossier doit comporter les pièces figurant dans le bordereau de remise. Le numéro de chaque pièce figurant dans le bordereau de remise doit être reporté sur la pièce correspondante.

Si vous oubliez des pièces ou si les informations nécessaires à l'examen de votre demande ne sont pas présentes, l'instruction de votre dossier ne pourra pas débuter.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>). Elle vous aidera à constituer votre dossier et à déterminer le contenu de chaque pièce à joindre.

⚠ **Votre dossier sera examiné sur la foi des déclarations et des documents que vous fournissez. En cas de fausse déclaration, vous vous exposez à une annulation de la décision et à des sanctions pénales.**

→ Combien d'exemplaires faut-il fournir dans le cadre d'une saisine par voie papier ?

Pour les demandes de permis, vous devez fournir quatre exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne. Pour la déclaration préalable, vous devez fournir deux exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne.

⚠ **Des exemplaires supplémentaires sont parfois nécessaires si vos travaux ou aménagements sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national), font l'objet d'une demande de dérogation au code de la construction et de l'habitation, ou sont soumis à une autorisation d'exploitation commerciale.**

⚠ **Certaines pièces sont demandées en nombre plus important parce qu'elles seront envoyées à d'autres services pour consultation et avis.**

→ Où déposer la demande ou la déclaration par voie papier ?

La demande ou la déclaration doit être adressée par pli recommandé avec demande d'avis de réception ou déposée à la mairie de la commune où se situe le terrain. Le récépissé qui vous sera remis vous précisera les délais d'instruction.

→ Comment déposer ma demande ou ma déclaration par voie électronique ?

À compter du 1^{er} janvier 2022, toutes les communes doivent être en mesure de recevoir les demandes d'autorisation d'urbanisme de manière dématérialisée. Vous pouvez vous rapprocher ou consulter le site internet de la commune compétente pour recevoir votre demande afin de connaître les modalités de saisine par voie électronique qu'elle aura retenues. Pour vous aider à compléter votre dossier, vous pouvez également utiliser le service en ligne d'assistance aux demandes d'autorisation d'urbanisme (AD'AU) disponible sur service-public.fr. Celui-ci permet la constitution de votre dossier de manière dématérialisée et d'être guidé dans votre démarche (rubriques à renseigner et justificatifs à produire). Lorsque la commune compétente pour recevoir votre demande s'est raccordée à l'outil, votre dossier pourra également lui être transmis automatiquement.

→ Quand sera donnée la réponse ?

Le délai d'instruction est de :

- 3 mois pour les demandes de permis de construire ou d'aménager ;
- 2 mois pour les demandes de permis de construire une maison individuelle et pour les demandes de permis de démolir ;
- 1 mois pour les déclarations préalables.

⚠ Dans certains cas (monument historique, parc national, établissement recevant du public...), le délai d'instruction est majoré, vous en serez alors informé dans le mois qui suit le dépôt de votre demande en mairie.

4 Informations complémentaires

Si vous avez un doute sur la situation de votre terrain ou sur le régime (permis ou déclaration) auquel doit être soumis votre projet, vous pouvez demander conseil à la mairie du lieu du dépôt de la demande.

Vous pouvez obtenir des renseignements et remplir les formulaires en ligne sur le site officiel de l'administration française ([http:// www.service-public.fr](http://www.service-public.fr)).

Rappel : vous devez adresser une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) à chacun des exploitants des réseaux aériens et enterrés (électricité, gaz, téléphone et internet, eau, assainissement...) susceptibles d'être endommagés lors des travaux prévus (www.reseaux-et-canalisations.gouv.fr)

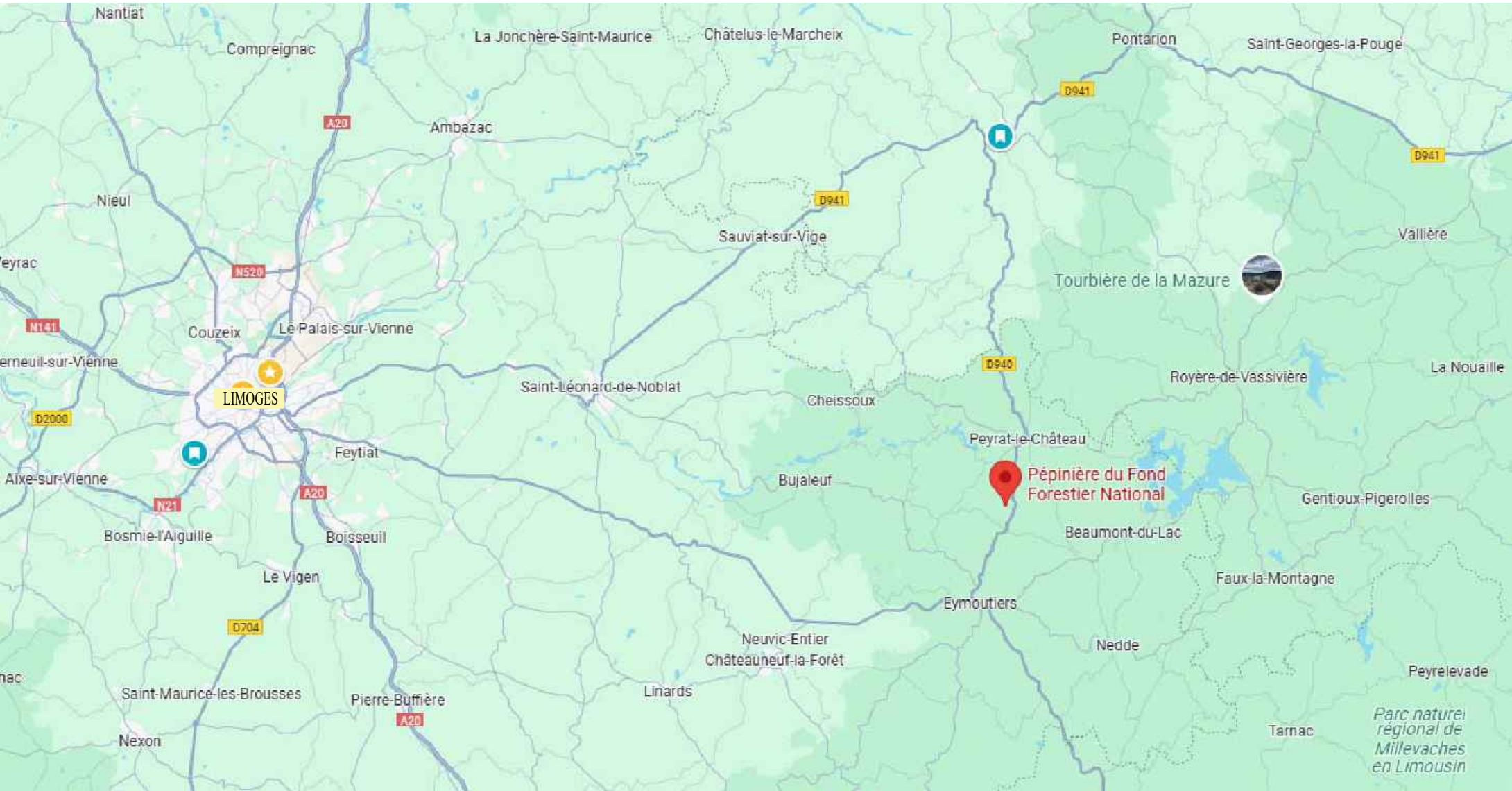
5 Taxes d'urbanisme

Il est rappelé que les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement des bâtiments, installations ou aménagements de toute nature soumises à un régime d'autorisation en vertu du code de l'urbanisme donnent lieu au paiement de la taxe d'aménagement et éventuellement de la part « logement » de la redevance d'archéologie préventive. Pour les autorisations d'urbanisme dont la demande d'autorisation initiale a été déposée avant le 1^{er} septembre 2022 ainsi que les demandes d'autorisations modificatives ou de transfert d'un permis délivré en cours de validité déposées après cette date mais se rapportant à une demande d'autorisation initiale déposée avant le 1^{er} septembre 2022, ces taxes sont mentionnées à l'article L331-1 du code de l'urbanisme (taxe d'aménagement) et à l'article L524-2 du code du patrimoine (taxe d'archéologie préventive). La déclaration des éléments nécessaires au calcul de ces taxes doit être complétée et jointe au dossier de demande d'autorisation.

Le paiement interviendra à l'appui des titres de perception qui vous seront adressés 12 mois après la délivrance de votre autorisation. A noter que la taxe d'aménagement est payable en deux fois (12 et 24 mois après la délivrance de l'autorisation) lorsque son montant dépasse 1 500 euros.

Pour les autorisations d'urbanisme dont la demande d'autorisation initiale est déposée à compter du 1^{er} septembre 2022, ces taxes sont mentionnées à l'article 1635 quater A du code général des impôts (taxe d'aménagement) et à l'article 235 ter ZG du même code (taxe d'archéologie préventive). La souscription d'une déclaration en ligne via votre espace « Gérer mes biens immobiliers » accessible depuis votre espace sécurisé sur le site www.impots.gouv.fr vous sera demandée dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux au sens de l'article 1406 du code général des impôts.

Le paiement de chacune de ces deux taxes interviendra à l'appui des titres de perception qui vous seront adressés suite à votre déclaration. La taxe d'aménagement reste payable en deux fois (90 jours et 9 mois après l'achèvement des travaux) lorsque son montant dépasse 1 500 euros. Précision importante : pour toute demande d'autorisation initiale déposée à compter du 1^{er} septembre 2022, si vous bénéficiez d'un certificat d'urbanisme, vous pourrez demander à l'administration fiscale d'appliquer au calcul de votre taxe d'aménagement les exonérations et taux en vigueur.



La pépinière se trouve à Peyrat le château, à 50 km à l'Est de Limoges, dans la forêt du plateau de Millevaches.

Pépinière ONF
750 la Pépinière
87 470 Peyrat le Château

Office national des forêts
Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine
Agence Territoriale Limousin
Le Pastel - 22, rue des Pénitents Blancs
870032 Limoges cedex

PC1 PLAN DE SITUATION

échelle	sANS
format papier	A3
n° de Plan	PC 1
indice	0
date	28 mai 2025
dossier	160
emplacement	C:\Users\alexa\Documents\Matière à\03_Projets\160_Pépinière ONF\06_APD\160-ONF APD.dwg
phase	PC

MATIERE A
Atelier architecture
17 rue Joinville
87 100 Limoges
T 06 84 51 88 64
Contact Alexandra Bavière
ab@matiere.a.earth

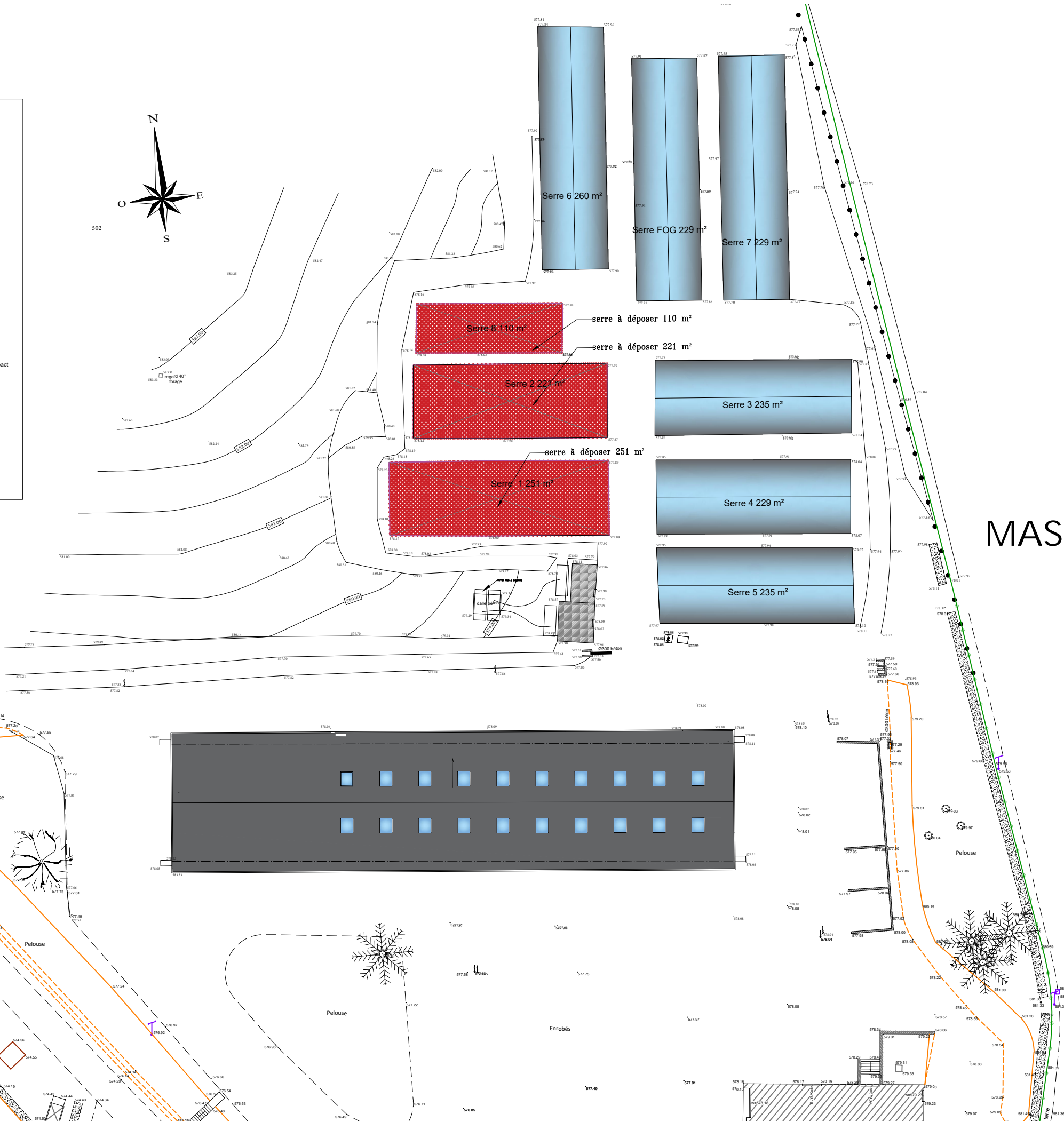
VRDEAU CONSEILS
BET VRD et gestion de l'eau
50, avenue des Bénédictins
87 000 Limoges
T 05 55 55 86 34
Contact Mathieu Violas
mviolas@vrd-eau.com


ARRDHOR - CRITT Horticole
BET bâtiment horticole
22, rue de l'Arsenal
17 300 Rochefort
T 05 46 99 17 01
Contact Florent Glatard
f.glatard@critt-horticole.com




LÉGENDE

- Station et point topographique
- Bâtiment, mur, soubirail
- Limite cadastrale et numéro de parcelle
- Clôture
- Voirie: Bordure
- Voirie: Bord
- Talus
- Courbe de niveau
- Banc, boîte aux lettres, table
- Signalisation verticale
- Réseau TELECOM: Poteau, borne
- Réseau ECLAIRAGE: Candélabre, spot
- Réseau ELECTRIQUE: Poteau + candélabre
- Réseau ELECTRIQUE: Coffret, compteur, regard
- Réseau AEP: Bouche à clef, purge, vanne, compteur, poteau et borne incendie, regard compact
- Réseau EP: Avaloir, regard, grille, caniveau
- Réseau ASSAINISSEMENT: Regard
- Réseau DIVERS: Regard, tampon, chambre
- Réseau TELECOM: Chambre de tirage
- Végétation: Conifère, feuillu, souche
- Végétation: Haie, buisson



 Serres existantes à déposer

 Serres existantes à conserver

Pépière ONF
750 la Pépière
87 470 Peyrat le Château

Office national des forêts
Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine
Agence Territoriale Limousin
Le Pastel - 22, rue des Pénitents Blancs
870032 Limoges cedex

PC2-1 PLAN DE MASSE EXISTANT

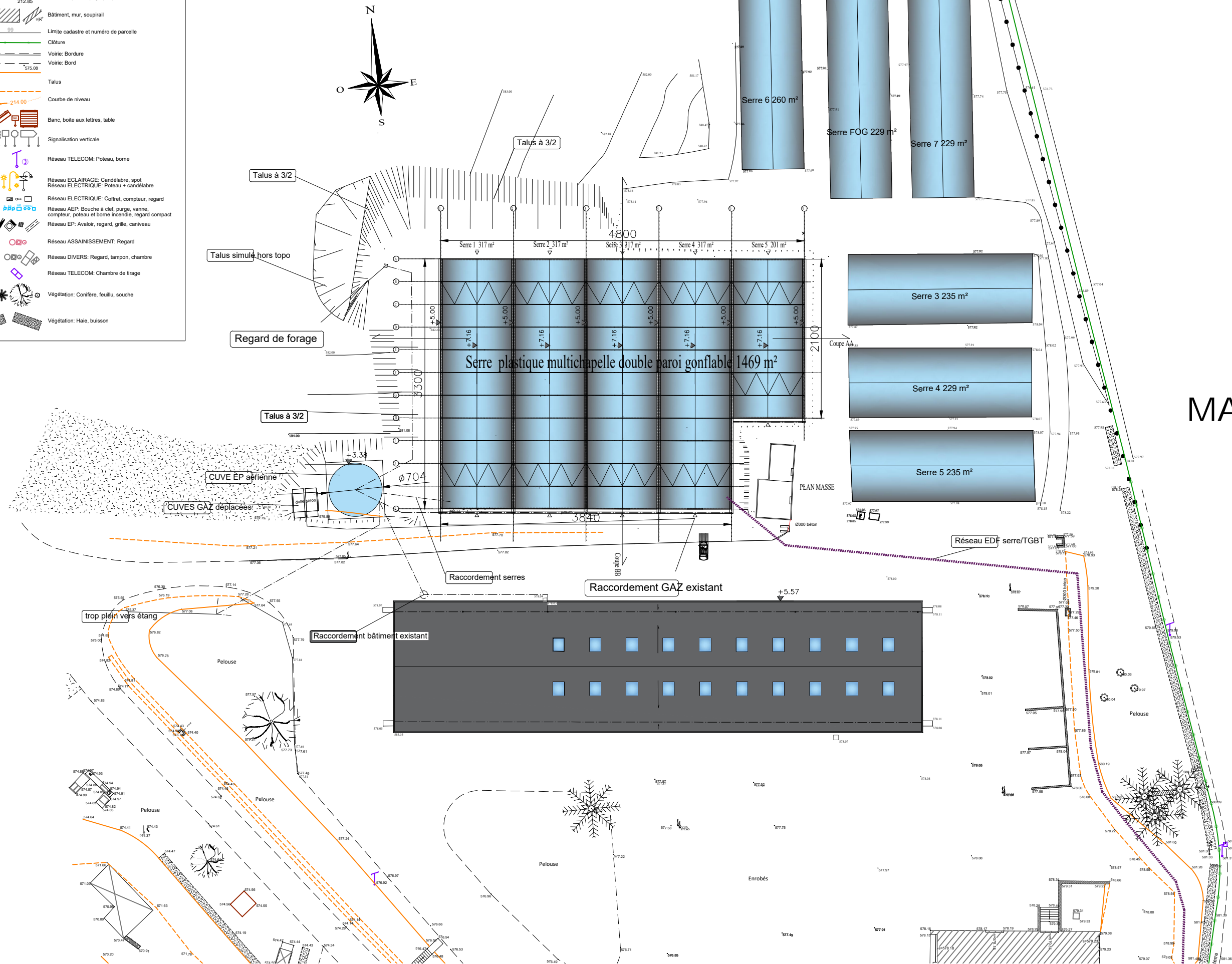
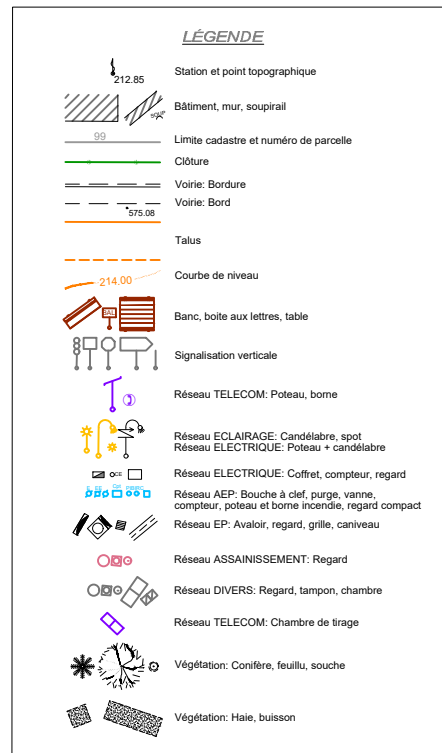
échelle	1/500
format papier	A3
n° de Plan	PC 2-1
indice	0
date	28 mai 2025
dossier	160
emplacement	C:\Users\alexa\Documents\Matiere à l'03_Projets\160_Pépière ONF\06_APD\160_ONF_APD.dwg
phase	PC

MATIERE A
Atelier d'architecture
17 rue Joinville
87 100 Limoges
T 06 84 51 88 64
Contact Alexandra Bavière
ab@matiere.aearth

VRDEAU CONSEILS
BET VRD et gestion de l'eau
50, avenue des Bénédicins
87 000 Limoges
T 05 55 55 86 34
Contact Mathieu Violas
mviolas@vrd-eau.com

ARRDHOR - CRIT Horticole
BET bâtiment horticole
22, rue de l'Arsenal
17 300 Rochefort
T 05 46 99 17 01
Contact Florent Glatard
f.glatard@critt-horticole.com

■ ■ ■ ■ ■ Nouvelle liaison électricité



Pépinière ONF

750 la Pépinière
7 470 Peyrat le Château

Office national des forêts

Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine
Agence Territoriale Limousin
Le Pastel - 22, rue des Pénitents Blancs
870032 Limoges cedex

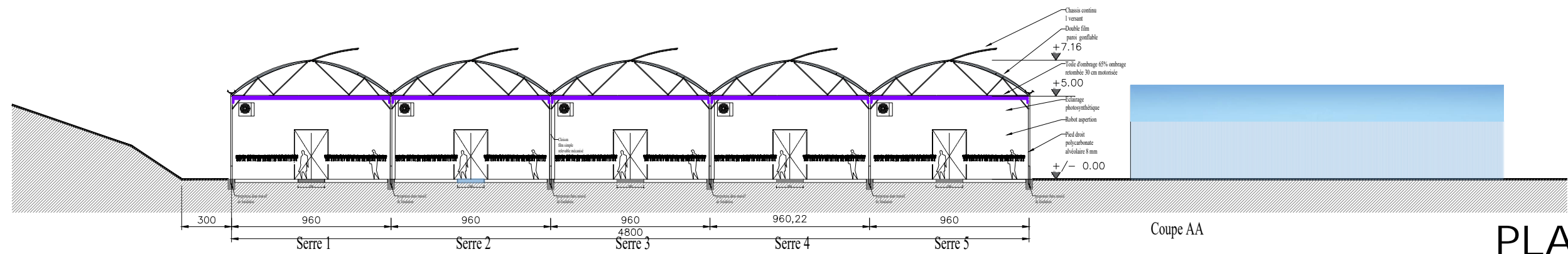
PC2-2 PLAN DE MASSE PROJET

échelle	I/500
format papier	A3
n° de Plan	PC 2-2
indice	0
date	28 mai 2025
dossier	I60
emplacement	C:\Users\alexu\Documents\Matrine à \03_Projets\160_Epinière ONF\06_AFD\160-ONF APD.dwg
phase	PC

MATIERE A
Atelier d'architecture
17 rue Joinville
87 100 Limoges
T 06 84 51 88 64
Contact Alexandra Bavière
ab@matiere.a.earth

VRD'EAU CONSEILS
BET VRD et gestion de l'eau
50, avenue des Bénédictins
87 000 Limoges
T 05 55 55 86 34
Contact Mathieu Violas
mviolas@vrd-eau.com

ARRDHOR -CRITT Horticole
BET bâtiment horticole
22, rue de l'Arsenal
17 300 Rochefort
T 05 46 99 17 01
Contact Florent Glatard
f.glatard@critt-horticole.com



Coupe AA

PC3 PLAN EN COUPE TERRAIN

Pépinière ONF

750 la Pépinière
87 470 Peyrat le Château

Office national des forêts
Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine
Agence Territoriale Limousin
Le Pastel - 22, rue des Pénitents Blancs
870032 Limoges cedex

échelle **I/350**

format papier **A3**

n° de Plan **PC 3**

indice **0**

date **28 mai 2025**

dossier **160**

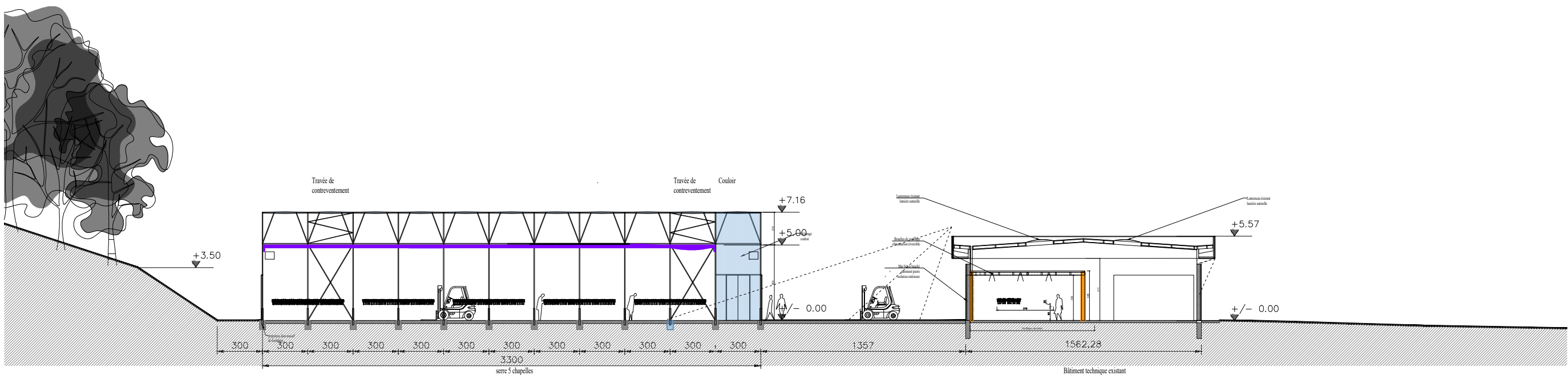
emplacement
C:\Users\alexa\Documents\Matière
à\03_Projets\160_Pépinière ONF\06_APD\160-ONF
APD.dwg

phase **PC**

MATIERE A
Atelier d'architecture
17 rue Joinville
87 100 Limoges
T 06 84 51 88 64
Contact Alexandra Bavière
ab@matiere.aearth

VRDEAU CONSEILS
BET VRD et gestion de l'eau
50, avenue des Bénédicins
87 000 Limoges
T 05 55 55 86 34
Contact Mathieu Violas
mviolas@vrd-eau.com

ARRDHOR -CRITT Horticole
BET bâtiment horticole
22, rue de l'Arsenal
17 300 Rochefort
T 05 46 99 17 01
Contact Florent Glatard
f.glatard@critt-horticole.com



Coupe BB

Présentation de l'état initial du terrain et de ses abords indiquant, s'il y a lieu, les constructions, la végétation et les éléments paysagers existants.

Le projet consiste à augmenter en capacité les serres présentes sur le site, afin que l'ONF puisse répondre à l'ensemble de ses missions à venir. A ce jour le site comporte deux bâtiments techniques et une maison d'habitation. Au nord du plus grand des bâtiments techniques, sont implantées 9 serres sur une zone terrassée, bordée au nord et à l'ouest de talus plantés, et à l'est par un chemin forestier communal. De façon plus global, l'établissement est situé en zone forestière.

Le terrain est classé par le PLU de Peyrat le Château en zone naturelle NA, qui autorise l'extension des serres existantes en tant que locaux techniques d'une administration publique, dont l'installation est en lien avec l'activité forestière.

Présentation du projet

Quel aménagement est prévu pour le terrain?

Le projet consiste à planter 1469 m² de nouvelles serres et un bâtiment de 80 m² spécifiquement destiné au greffage. Afin de limiter l'impact sur le site et de mettre en place un bon fonctionnement entre les serres existantes et les nouvelles serres, le projet s'implante pour moitié sur l'emprise de trois anciennes serres déposées, les serres 1, 2 et 8 repérées sur le plan masse existant, et d'autre part à l'ouest de cette zone par l'agrandissement de la plateforme par terrassement sur une surface de 1450 m² environ hors talus.

Les talus seront réalisés avec des pentes de 3 pour 2 et replantés. Une bande trois m de largeur est ménagée entre serre et talus, réservée pour son bon entretien.

Le bâtiment de greffage sera réalisé en réhabilitation dans le bâtiment technique situé au plus proche des serres, afin de limiter les travaux et modifications du site. Une emprise est utilisée au coeur du bâtiment technique. Une porte est créée au nord pour accéder des serres à cet atelier de greffage sans contourner le bâtiment.

Les nouvelles serres sont formées d'un ensemble de 5 serres chapelle accolées, dont les nefs sont orientées Nord-Sud, avec des portes coulissantes sur les pignons nord et sud pour chacune d'elles. La serre la plus à l'est est à la fois plus courte et dans un matériau différent en pied-droit pour pouvoir y établir un climat différencié. Les toitures sont en double-paroi gonflable, ainsi que les pied-droit, sauf pied droit Est de la serre la plus à l'est. Les façades nord et sud sont en polycarbonate. La structure des serres est métallique.

Enfin, le projet comporte un volet de récupération des eaux pluviales destinées à l'arrosage des serres. Une cuve aérienne est installée à l'angle sud-ouest des nouvelles serres pour une capacité de 105 m3. Cette cuve sera reliée à un captage existant, son trop-plein sera redirigé vers un

étang en contre-bas appartenant à l'ONF. Les eaux de pluie de la nouvelle serre sont récupérées en façade sud et alimenteront cette cuve de façon gravitaire.

L'alimentation en électricité des serres se fera depuis le TGBT du site, par la réalisation d'un nouveau réseau enterré. Les serres sont équipées de robots d'arrosage et automatisées en ventilation pour une bonne gestion des plants. Pour un bon fonctionnement thermique en toute saison et l'implantation des divers équipements techniques au dessus de plants sur table pouvant atteindre des hauteur de 1.3m, la hauteur sous chéneau est de 5m, avec une hauteur au faîtage de 7.16m.

L'alimentation en gaz des serres pour un chauffage par aérothermes, se fait par des cuves déjà présentes sur le site. Pour le nouvel aménagement, les cuves sont déplacées à proximité de la cuve eau.

Comment sont prévues l'organisation et la composition des aménagements nouveaux, notamment par rapport aux constructions ou paysages avoisinants ?

Les 5 nouvelles serres se situent en arrière du bâtiment technique central, qui reste le bâtiment identitaire du site visible en premier lieu depuis le chemin d'accès. Les serres existantes et nouvelles restent groupées dans une enclave terrassée au nord de ce bâtiment, ce qui permet de limiter leur impact visuel dans le paysage. La voirie existante entre serres et bâtiment technique sert de desserte aux nouvelles serres dont les portes principales sont orientées au sud. Une plateforme en enrobé située devant les façades sud facilite le déplacement d'engins pour transporter les plants à divers moments lors de leur vie dans la pépinière.

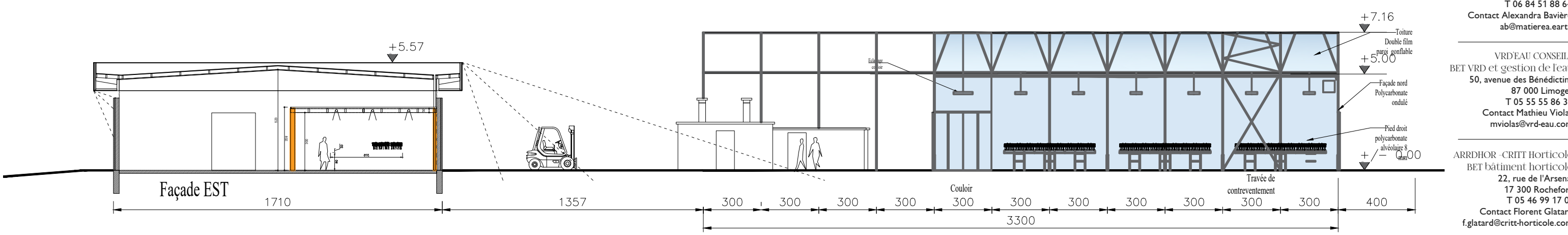
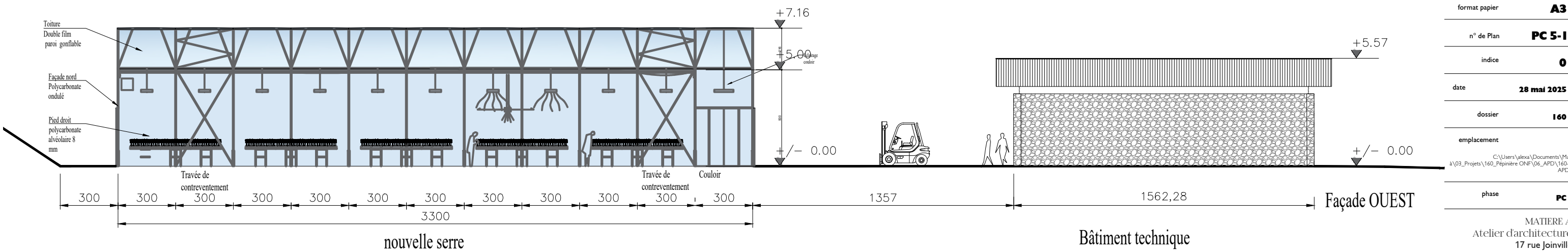
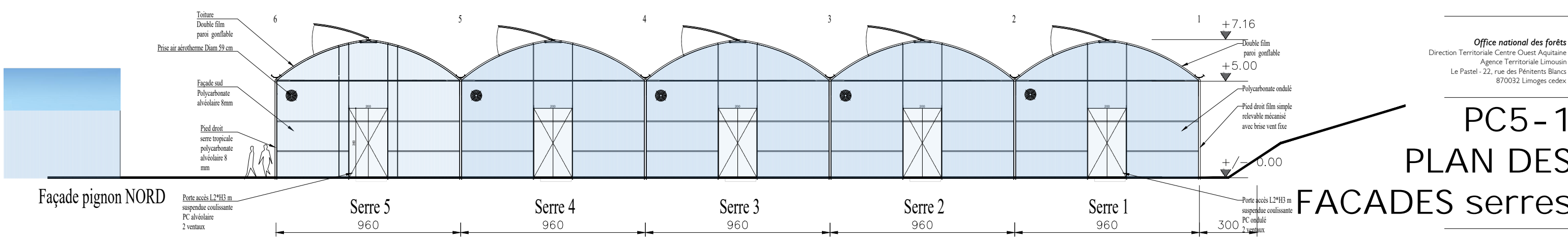
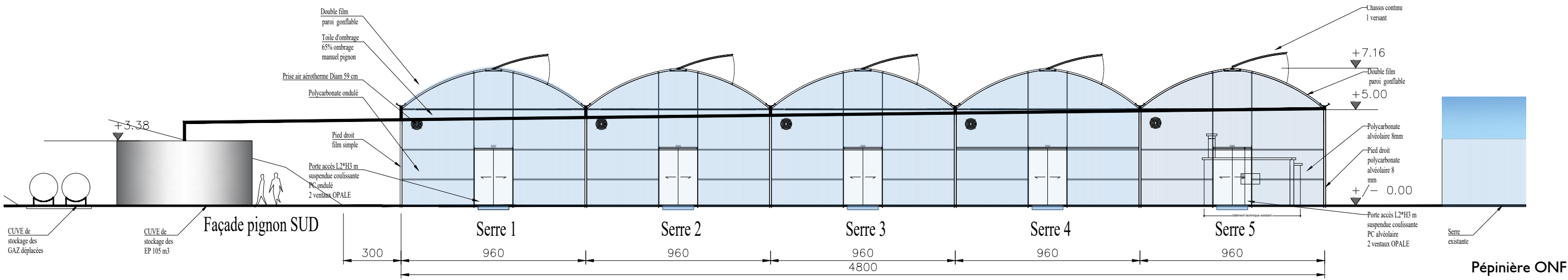
Comment sont organisés et aménagés les accès au terrain et les aires de stationnement ?

L'accès au parking par l'entrée principale reste identique, la zone de stationnement n'est pas impactée par le projet.

Comment sont traités les constructions, clôtures, végétation ou aménagements situés en limite de terrain ?

Aucune clôture n'est ajoutée en limite de propriété.

<div><div><div><div><div></div><div>Pépinière ONF</div></div><div><div></div><div>750 la Pépinière</div></div><div><div></div><div>87 470 Peyrat le Château</div></div></div></div></div>
<div><div><div><div><div></div><div>Office national des forêts</div></div><div><div></div><div>Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine</div></div><div><div></div><div>Agence Territoriale Limousin</div></div><div><div></div><div>Le Pastel - 22, rue des Pénitents Blancs</div></div><div><div></div><div>870032 Limoges cedex</div></div></div></div></div>
<div><div><div><div><div></div><div>PC4</div></div><div><div></div><div>NOTICE</div></div><div><div></div><div>DESCRIPTIVE</div></div></div></div></div>
<div><div><div><div><div></div><div>échelle</div></div><div><div></div><div>sans</div></div></div></div></div>
<div><div><div><div><div></div><div>format papier</div></div><div><div></div><div>A3</div></div></div></div></div>
<div><div><div><div><div></div><div>n° de Plan</div></div><div><div></div><div>PC 4</div></div></div></div></div>
<div><div><div><div><div></div><div>indice</div></div><div><div></div><div>0</div></div></div></div></div>
<div><div><div><div><div></div><div>date</div></div><div><div></div><div>28 mai 2025</div></div></div></div></div>
<div><div><div><div><div></div><div>dossier</div></div><div><div></div><div>I60</div></div></div></div></div>
<div><div><div><div><div></div><div>emplacement</div></div><div><div></div><div>C:\Users\alexa\Documents\Matière à\03_Projets\160_Pépinière ONF\06_APD\160.ONF.APD.dwg</div></div></div></div></div>
<div><div><div><div><div></div><div>phase</div></div><div><div></div><div>PC</div></div></div></div></div>
<div><div><div><div><div></div><div>MATIERE A</div></div><div><div></div><div>Atelier d'architecture</div></div><div><div></div><div>17 rue Joinville</div></div><div><div></div><div>87 100 Limoges</div></div><div><div></div><div>T 06 84 51 88 64</div></div><div><div></div><div>Contact Alexandra Bavière</div></div><div><div></div><div>ab@matierea.earth</div></div></div></div></div>
<div><div><div><div><div></div><div>VRDEAU CONSEILS</div></div><div><div></div><div>BET VRD et gestion de l'eau</div></div><div><div></div><div>50, avenue des Bénédictins</div></div><div><div></div><div>87 000 Limoges</div></div><div><div></div><div>T 05 55 55 86 34</div></div><div><div></div><div>Contact Mathieu Violas</div></div><div><div></div><div>mviolas@vrd-eau.com</div></div></div></div></div>
<div><div><div><div><div></div><div>ARRDHOR -CRITT Horticole</div></div><div><div></div><div>BET bâtiment horticole</div></div><div><div></div><div>22, rue de l'Arsenal</div></div><div><div></div><div>17 300 Rochefort</div></div><div><div></div><div>T 05 46 99 17 01</div></div><div><div></div><div>Contact Florent Glatard</div></div><div><div></div><div>f.glatard@critt-horticole.com</div></div></div></div></div>



Pépinière ONF
750 la Pépinière
87 470 Peyrat le Château

Office national des forêts
Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine
Agence Territoriale Limousin
Le Pastel - 22, rue des Pénitents Blancs
870032 Limoges cedex

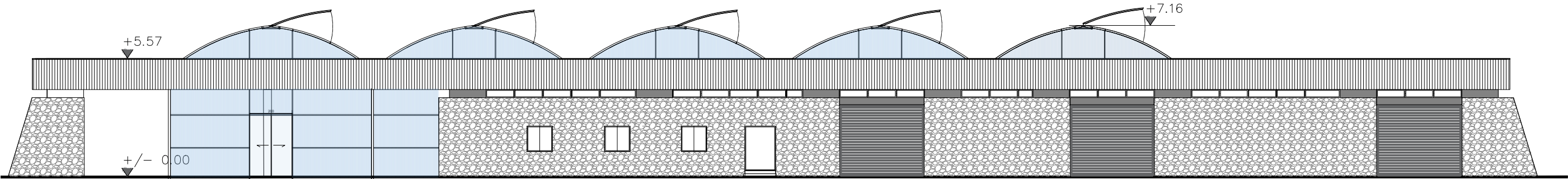
PC5-1 PLAN DES FACADES serres

échelle	I/200
format papier	A3
n° de Plan	PC 5-1
indice	0
date	28 mai 2025
dossier	160
emplacement	C:\Users\alexa\Documents\Matiere A\03_Projets\160_Pépinière ONF\06_APD\160-ONF-APD.dwg
phase	PC

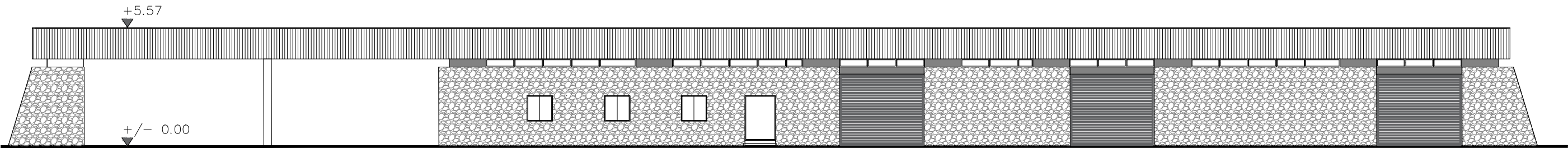
MATIERE A
Atelier d'architecture
17 rue Joinville
87 100 Limoges
T 06 84 51 88 64
Contact Alexandra Bavière
ab@matiere.a.earth

VRDEAU CONSEILS
BET VRD et gestion de l'eau
50, avenue des Bénédictins
87 000 Limoges
T 05 55 55 86 34
Contact Mathieu Violas
mviolas@vrdeau.com

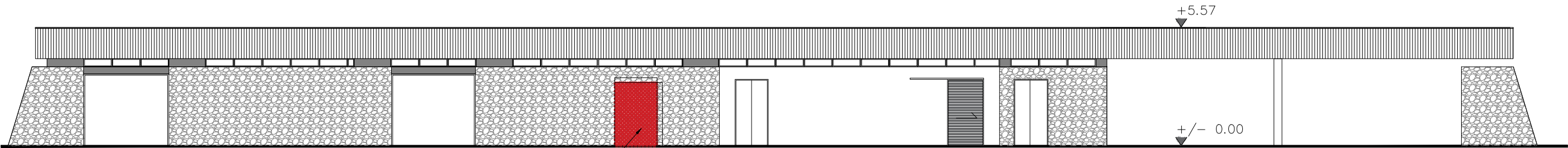
ARRDHOR - CRITT Horticole
BET bâtiment horticole
22, rue de l'Arsenal
17 300 Rochefort
T 05 46 99 17 01
Contact Florent Glatard
f.glatard@critt-horticole.com



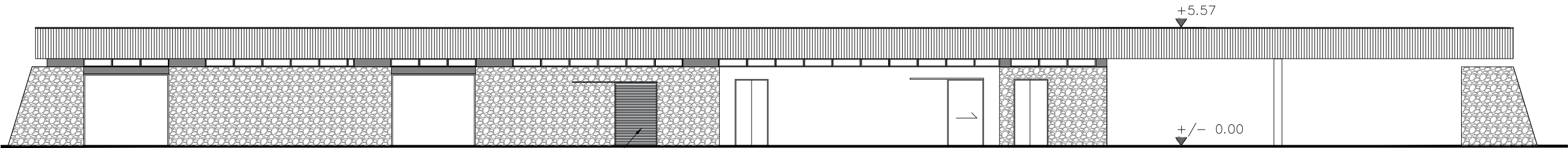
Façade sud PROJET+serres



Façade sud existant



Façade NORD existant



Façade NORD projet

Création d'ouverture
façade nord
bâtiment existant pour
accès atelier de greffage

Pépinière ONF

750 la Pépinière
87 470 Peyrat le Château

Office national des forêts
Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine
Agence Territoriale Limousin
Le Pastel - 22, rue des Pénitents Blancs
870032 Limoges cedex

PC5-2

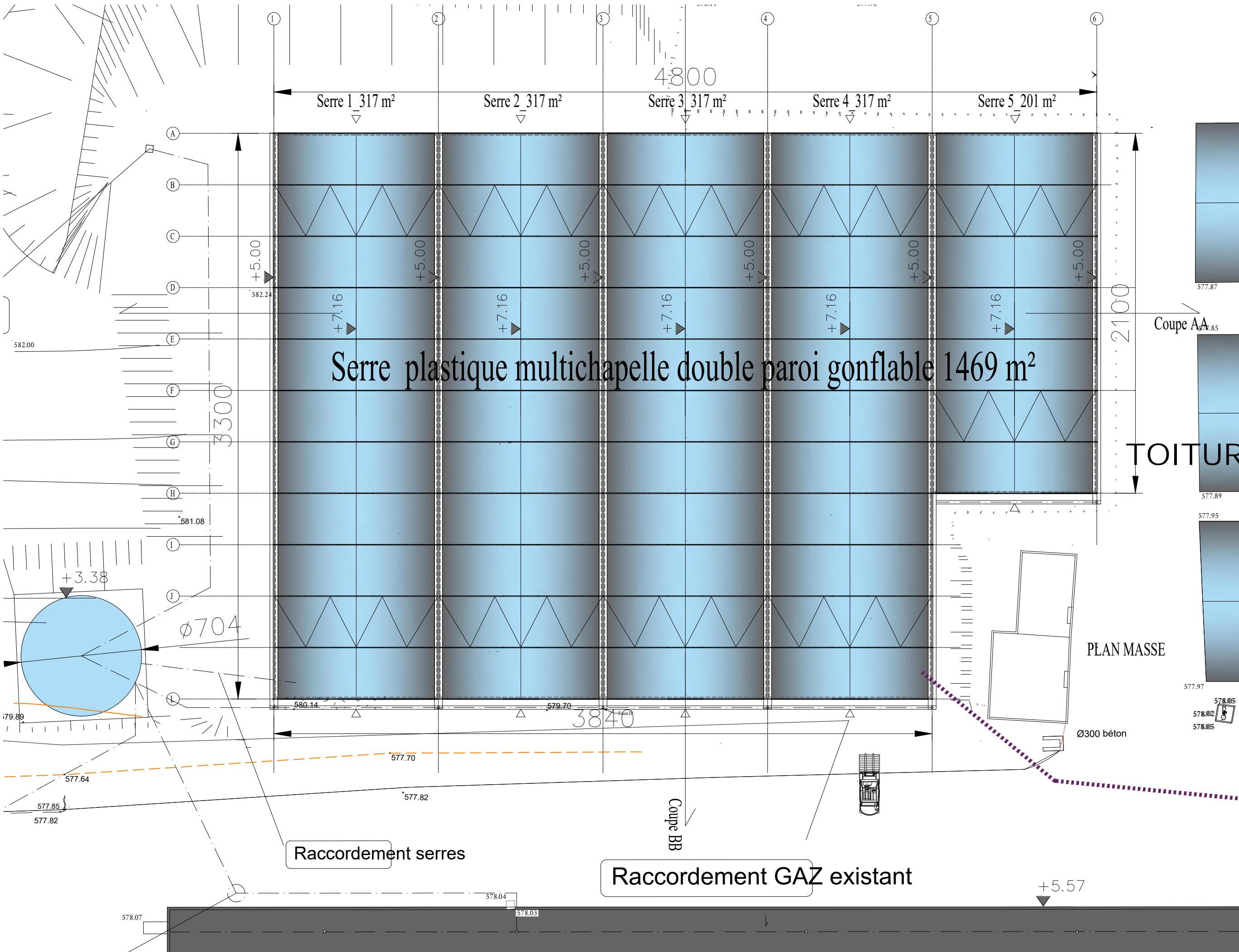
PLAN DES
FACADES EXISTANT

échelle	I/200
format papier	A3
n° de Plan	PC 5-2
indice	0
date	28 mai 2025
dossier	160
emplacement	C:\Users\alexa\Documents\Matiere A\03_Projets\160_Pépinière ONF\06_APD\160-ONF-APD.dwg
phase	PC

MATIERE A
Atelier d'architecture
17 rue Joinville
87 100 Limoges
T 06 84 51 88 64
Contact Alexandra Bavière
ab@matierea.earth

VRDEAU CONSEILS
BET VRD et gestion de l'eau
50, avenue des Bénédicins
87 000 Limoges
T 05 55 55 86 34
Contact Mathieu Violas
mviolas@vrd-eau.com

ARRDHOR -CRITT Horticole
BET bâtiment horticole
22, rue de l'Arsenal
17 300 Rochefort
T 05 46 99 17 01
Contact Florent Glatard
f.glatard@critt-horticole.com



Pépinière ONF
750 la Pépinière
87 470 Peyrat le Château

Office national des forêts
Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine
Agence Territoriale Limousin
Le Pastel - 22, rue des Pénitents Blancs
870032 Limoges cedex

PC5-3 PLAN DES TOITURES SERRES

échelle	I/200
format papier	A3
n° de Plan	PC 5-3
indice	0
date	28 mai 2025
dossier	160
emplacement	C:\Users\alexa\Documents\Matiere a\03_Projets\160_Pépinière ONF\06_APD\160_ONF_APD.dwg
phase	PC

MATIERE A
Atelier d'architecture
17 rue Joinville
87 100 Limoges
T 06 84 51 88 64
Contact Alexandra Bavière
ab@matiere.aearth

VRDEAU CONSEILS
BET VRD et gestion de l'eau
50, avenue des Bénédictins
87 000 Limoges
T 05 55 55 86 34
Contact Mathieu Violas
mviolas@vrd-eau.com

ARRDHOR - CRITT Horticole
BET bâtiment horticole
22, rue de l'Arsenal
17 300 Rochefort
T 05 46 99 17 01
Contact Florent Glatard
f.glatard@critt-horticole.com



Site en l'état actuel



Image projetant l'insertion des futures serres

Pépinière ONF
750 la Pépinière
87 470 Peyrat le Château

Office national des forêts
Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine
Agence Territoriale Limousin
Le Pastel - 22, rue des Pénitents Blancs
870032 Limoges cedex

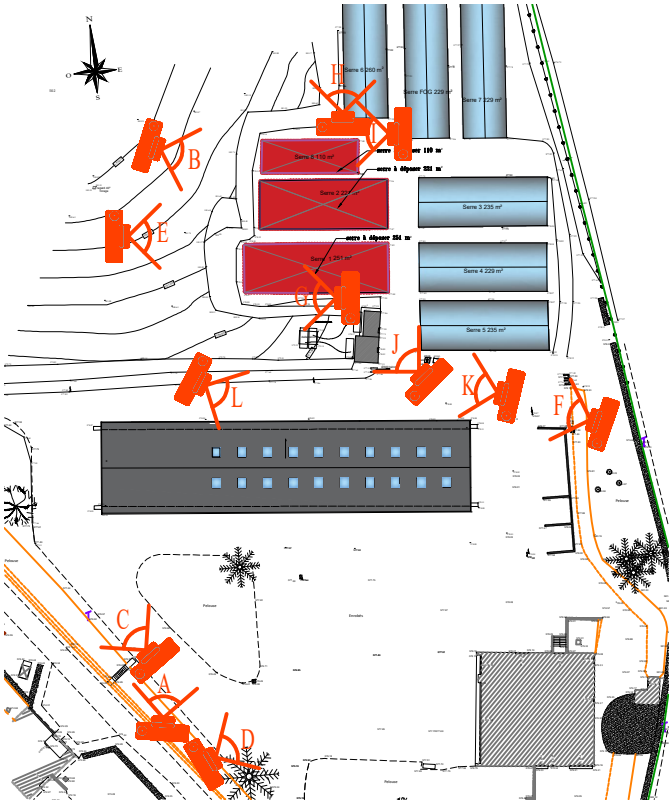
PC6 INSERTION ENVIRONNEMENT

échelle	sans
format papier	A3
n° de Plan	PC 6
indice	0
date	28 mai 2025
dossier	I60
emplacement	C:\Users\alexa\Documents\Matière à\03_Projets\160_Pépinière ONF\06_APD\160.ONF APD.dwg
phase	PC

MATIERE A
Atelier d'architecture
17 rue Joinville
87 100 Limoges
T 06 84 51 88 64
Contact Alexandra Bavière
ab@matierea.earth

VRDEAU CONSEILS
BET VRD et gestion de l'eau
50, avenue des Bénédictins
87 000 Limoges
T 05 55 55 86 34
Contact Mathieu Violas
mviolas@vrd-eau.com

ARRDHOR -CRITT Horticole
BET bâtiment horticole
22, rue de l'Arsenal
17 300 Rochefort
T 05 46 99 17 01
Contact Florent Glatard
f.glatard@critt-horticole.com



Plan repérage photos proche et lointains

Pépinière ONF
750 la Pépinière
87 470 Peyrat le Château

Office national des forêts
Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine
Agence Territoriale Limousin
Le Pastel - 22, rue des Pénitents Blancs
870032 Limoges cedex

PC7 PHOTOGRAPHIE ENVIRONNEMENT PROCHE



PHOTOS G/H/I - Etat actuel des talus



PHOTOS J/K/L - Lieu d'implantation des futures serres

échelle	sans
format papier	A3
n° de Plan	PC 7
indice	0
date	28 mai 2025
dossier	160
emplacement	
phase	PC

MATIERE A
Atelier d'architecture
17 rue Joinville
87 100 Limoges
T 06 84 51 88 64
Contact Alexandra Bavière
ab@matiere.aearth

VRDEAU CONSEILS
BET VRD et gestion de l'eau
50, avenue des Bénédictins
87 000 Limoges
T 05 55 55 86 34
Contact Mathieu Violas
mviolas@vrd-eau.com

ARRDHOR - CRITT Horticole
BET bâtiment horticole
22, rue de l'Arsenal
17 300 Rochefort
T 05 46 99 17 01
Contact Florent Glatard
f.glatard@critt-horticole.com



PHOTO A - Bâtiment technique depuis l'entrée vers le Nord



PHOTO B - Serres depuis le haut du talus Ouest



PHOTO C - Bâtiment technique depuis l'entrée vers l'Est



PHOTO D - Bâtiment technique depuis l'entrée vers l'Ouest



PHOTO E - Serre depuis le bas du talus Ouest



PHOTO F - Bâtiment technique depuis la lisière Est

Pépinière ONF
750 la Pépinière
87 470 Peyrat le Château

Office national des forêts
Direction Territoriale Centre Ouest Aquitaine
Agence Territoriale Limousin
Le Pastel - 22, rue des Pénitents Blancs
870032 Limoges cedex

PC8
PHOTOGRAPHIE
PAYSAGE LOINTAIN

échelle	sans
format papier	A3
n° de Plan	PC 8
indice	0
date	28 mai 2025
dossier	160
emplacement	C:\Users\alexa\Documents\Matière à\03_Projets\160_Pépinière ONF\06_APD\160-ONF APD.dwg
phase	PC

MATIERE A
Atelier d'architecture
17 rue Joinville
87 100 Limoges
T 06 84 51 88 64
Contact Alexandra Bavière
ab@matierea.earth

VRDEAU CONSEILS
BET VRD et gestion de l'eau
50, avenue des Bénédictins
87 000 Limoges
T 05 55 55 86 34
Contact Mathieu Violas
mviolas@vrd-eau.com

ARRDHOR - CRITT Horticole
BET bâtiment horticole
22, rue de l'Arsenal
17 300 Rochefort
T 05 46 99 17 01
Contact Florent Glatard
f.glatard@critt-horticole.com